



Éditorial

Des perspectives de production favorables pour les céréales à paille malgré un potentiel entamé par le manque d'eau

Après un hiver aux températures clémentes et des précipitations proches des normales, sauf en février, les températures ont été supérieures aux normales en avril et en mai tandis que les précipitations devenaient déficitaires sur une grande partie du territoire. En juin, la hausse des températures s'est généralisée à l'ensemble du territoire avec des pics de chaleur concentrés en début et toute fin de mois. Les précipitations ont été globalement déficitaires avec une situation contrastée entre la moitié nord du pays aux pluies très faibles, notamment en Bretagne, Val de Loire, Île-de-France, Picardie, Champagne-Ardenne et le Sud-Est très arrosé en juin, après avoir été déficitaire en mai. Au 1^{er} juillet 2015, l'indice d'humidité des sols est déficitaire sur l'ensemble du territoire, à l'exception de quelques poches éparses. Le déficit est important en Seine-Maritime, Île-de-France, Auvergne, Rhône, Ain, Savoie ainsi qu'en Haute-Savoie (*Infos rapides Climatologie, juillet 2015*).

L'hiver doux et relativement humide a été favorable au développement des cultures et à la reconstitution des réserves en eau des sols. Les conditions plutôt sèches de mars, avril et mai ont accéléré la maturité des céréales à paille et du colza et avancé la date des moissons. Toutefois, le potentiel des cultures d'hiver et de printemps, jusque-là excellent, a été entamé, en juin, par une pluviométrie insuffisante et une chaleur élevée. Celui des cultures d'été comme le maïs pourrait être affecté davantage. Les premières estimations de rendement font état de rendements en baisse, à l'exception de l'orge qui reste stable et du blé dur en hausse. Les productions seraient toutefois en augmentation, mis à part le colza (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, juillet 2015*).

La production d'herbe a, quant à elle, bénéficié de conditions climatiques favorables et de réserves hydriques suffisantes jusqu'à fin avril. La croissance a ensuite ralenti avec le fraîcheur des températures et le manque

de précipitations en mai. En juin, la pluviométrie est également déficitaire sur la majeure partie du territoire et les réserves en eau des sols se réduisent, ralentissant nettement la pousse mensuelle entre le 20 mai et le 20 juin. Malgré ce net ralentissement, la production cumulée d'herbe au 20 juin est, en moyenne nationale, quasiment normale par rapport à celle d'une année moyenne (95 %). Les régions Midi-Pyrénées, Aquitaine, Champagne-Ardenne, Bourgogne et l'Ouest de Rhône-Alpes sont faiblement à fortement déficitaires tandis que quelques régions fourragères du Nord-Ouest sont excédentaires (*Infos rapides Prairies, juin 2015*).

Le développement végétatif des légumes de printemps a été facilité par des conditions climatiques plutôt favorables malgré certaines températures matinales fraîches et des intempéries survenues début mai. Dans l'Ouest, en particulier, elles ont pu ralentir les livraisons, notamment de poireaux primeurs ou de laitues. Des récoltes de début

de campagne, en légère progression sur un an, et une demande régulière ont maintenu les prix à la hausse en mai (+ 8 % sur un an). En moyenne sur les cinq derniers mois de mai (- 4 %), ils étaient toutefois en recul. En juin, la hausse des cours sur un an a ralenti sous l'effet d'une hausse des volumes livrés et d'une demande modérée (+ 2 %). En moyenne sur les cinq dernières campagnes, les prix de juin sont quasiment stables (- 1 %). Les prix des carottes, courgettes, navets et endives, confrontés à une offre réduite et une demande soutenue, sont en nette hausse sur un an et par rapport à la moyenne sur cinq ans. En revanche, les cours de la tomate reculent en juin (- 4 %) et pèsent sur les prix de l'ensemble des légumes. Les productions se maintiennent, dans l'ensemble, au niveau de 2014, à l'exception des melons, en forte hausse sous l'effet d'un accroissement des surfaces de cultures sous serres et de conditions climatiques favorables (*Infos rapides Légumes, juin et juillet 2015*).

Les fruits d'été ont été plus sensibles aux aléas climatiques du printemps (vents violents en mai suivis d'orages de grêle début juin, dans le sud) que les légumes, et les productions de cerises, abricots et pêches seraient en recul par rapport à l'an dernier. Elles se stabiliseraient en moyenne sur cinq ans, à l'exception des pêches qui ont connu une baisse prononcée des surfaces cultivées depuis cinq ans. L'arrivée des fruits d'été sur les étals n'a pas ralenti la demande de fraises et les cours se maintiennent en nette hausse sur un an et en légère progression par rapport aux prix moyens de mai sur cinq ans. Le développement végétatif de fin de campagne de ce fruit pourrait être affecté par les conditions climatiques trop chaudes et sèches. Pour les fruits, le potentiel, dans l'ensemble limité, doublé d'une offre réduite en début de campagne, favorise des prix en hausse par rapport à ceux de l'an dernier et à l'équilibre par rapport à une année moyenne (*Infos rapides Fruits, juin et juillet 2015*). En mai, les prix de l'ensemble des vins demeurent en retrait sur un an, pénalisés par la baisse des cours des vins AOP (- 8 %). Les cours des vins avec indication géographique de prove-

nance (IGP) ou sans indication demeurent en hausse (+ 15 %), en lien avec des disponibilités limitées.

Malgré une baisse des productions d'animaux de boucherie sur un an, en avril, les productions sur les quatre premiers mois de 2015 sont supérieures à la même période de 2014, à l'exception des ovins, en recul de 0,7 %. La hausse des abattages de bovins s'accompagne de l'accroissement de l'excédent commercial en bovins vivants, grâce aux exportations de brouards vers l'Italie mais surtout vers la Turquie. Les exportations vers ce dernier étaient inexistantes en 2014. En mai, les abattages progressent et les cours poursuivent leur baisse sur un an. Les cours des gros bovins se maintiennent au-dessus des prix des mois de mai des cinq dernières années tandis que ceux des veaux accentuent leur recul sur cette période. La production ovine est en repli depuis le début de l'année. En mai, les abattages sont toutefois repartis à la hausse sur un an, après le recul au mois d'avril, à la suite du positionnement de la fête de Pâques en début de mois cette année. En mai, les cours des ovins entament leur baisse saisonnière mais restent toutefois supérieurs à la moyenne des cours des mois de mai des cinq dernières années. En avril, la production porcine se replie légèrement sur un an, en lien avec la baisse des abattages, liée à la diminution du cheptel de truies intervenue en 2014. Sur les quatre premiers mois de l'année 2015, la production se retrouve quasiment au niveau de 2014. En mai, les abattages reculent de nouveau sur un an. Dans un contexte d'offre européenne abondante et de difficultés à l'exportation, les prix des porcins à la production confirment, en mai, les baisses sur un an enregistrées aux mois précédents (*Infos Rapides Animaux de boucherie - Bovins/Ovins/Porcins, juin 2015*).

En mai 2015, les abattages de volailles reculent en tonnes et en têtes par rapport à mai 2014, sous l'effet principalement du repli du nombre de canards abattus. Les exportations de viande de poulet sont toujours dynamiques vers l'Afrique subsaharienne mais sont insuffisantes pour stopper la dégradation du commerce extérieur

depuis le début de l'année. Les prix à la production des volailles reculent en mai, sur un an, prolongeant les baisses de 2014. Les mises en place de poussins de poulet de chair sont en forte baisse sur un an, en avril, tandis que celles de dindonneaux et de canetons augmentent. Les prix à la production d'œufs de consommation décrochent en mai, sur un an, pour la première fois depuis plusieurs mois, malgré la bonne tenue des exportations d'œufs coquilles et d'ovoproduits. La production d'œufs de consommation serait en léger recul au cours des huit premiers mois de 2015, comparée à la même période de 2014 (*Infos rapides Aviculture, juillet 2015*).

Après une année 2013 en repli, la production française de foie gras est en progression en 2014 (+ 1,3 % sur un an). La consommation française, mesurée par bilan, qui prend en compte toutes les viandes consommées en France, aussi bien celles vendues aux ménages que celles vendues en restauration, est en léger repli (- 0,5 % sur un an, en tonnes). Toutefois, les achats effectués par les ménages pour leur consommation à domicile ont, eux, progressé (+ 3,1 % sur un an). Les exportations ont augmenté, notamment vers l'Asie. Les importations, en provenance essentiellement de Bulgarie et de Hongrie, se sont accrues en volume mais ont reculé en valeur. Le solde commercial, en hausse de 8 %, est parmi les plus élevés des 15 dernières années. En 2015, de nouveaux marchés s'ouvrent en Asie et aux États-Unis (*Après une année 2013 en léger repli, la production de foie gras s'est accrue en 2014, Aviculture n° 2015/272, juillet 2015*).

Dans un contexte de prix désormais en retrait sur un an, la collecte mensuelle française de lait de vache est stable, voire en légère hausse en mai, sur un an (+ 0,5 %), après avoir baissé au mois d'avril, premier mois de la nouvelle campagne. Cette stabilité se poursuivrait en juin, selon les prévisions. En mai, la plupart des fabrications de produits laitiers sont en baisse, à l'exception de certains fromages, notamment frais et de la crème conditionnée (*Infos Rapides Lait, juillet 2015*).

Pour l'ensemble des productions agricoles, les prix en mai continuent de fléchir sur un an, sous l'effet de la baisse des cours des céréales, des produits animaux et des vins. Les cours des oléagineux repartent à la hausse sur un an, grâce au tournesol (*Infos Rapides Prix agricoles et alimentaires, juillet 2015*).

Le prix d'achat des moyens de production agricole est également en retrait sur un an. Par rapport au mois précédent, les prix des intrants sont toutefois stables, grâce essentiellement à un prix des aliments pour animaux, lui-même inchangé. La hausse du prix de l'énergie et des lubrifiants, entamée en février 2015, s'est prolongée tandis que le prix des engrais et amendements baissait. Le prix des intrants des productions hors sol très sensible aux variations de prix des aliments est stable par rapport au mois précédent mais

en recul sur un an (*Infos rapides Coûts de production, juillet 2015*).

Au 1^{er} trimestre 2015, la production des industries alimentaires et boissons a augmenté sur un an, prolongeant la reprise amorcée en 2014. Les productions de viandes et produits à base de viandes ainsi que de boissons ont fortement contribué à cette croissance. En revanche, les productions de produits laitiers et du poste « autres produits alimentaires » ont reculé. Au 1^{er} trimestre 2015, le chiffre d'affaires a été stable par rapport au 1^{er} trimestre 2014, les prix ayant également été stables. L'excédent commercial des IAA s'est quasiment maintenu au niveau du 1^{er} trimestre 2014. L'amélioration de l'excédent des boissons a presque compensé la dégradation de ceux en produits laitiers et « autres produits alimentaires » (*Au 1^{er} trimestre 2015*,

l'activité des IAA a progressé par rapport au 1^{er} trimestre 2014, Industries agroalimentaires n° 2015/273, juillet 2015).

L'excédent commercial des IAA se dégrade toutefois sur les cinq premiers mois de 2015, sous l'effet d'une baisse des exportations plus importante que les importations. Les ventes de la plupart des produits diminuent, à l'exception des ventes de Cognac, sous l'effet de la baisse des prix pour les produits laitiers, des quantités exportées pour les produits des céréales et des deux pour les viandes. En revanche, l'excédent en produits agricoles bruts s'accroît grâce aux exportations d'orge vers la Chine et de maïs vers l'UE (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, juillet 2015*).

Annie Delort

Sommaire des synthèses

Synthèses

Après une année 2013 en léger repli, la production de foie gras s'est accrue en 2014

Aviculture

7 C. Pendariès

Au 1^{er} trimestre 2015, l'activité des IAA a progressé par rapport au 1^{er} trimestre 2014

Industries agroalimentaires

13 H. Bouhalli

Organismes et abréviations

21

Pour en savoir plus

23

Liste des Infos rapides parues

Abricot, n° 3/4, juillet 2015

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Animaux de boucherie - Bovins, n° 6/11, juin 2015

M. A. Lapuyade

Animaux de boucherie - Ovins, n° 6/11, juin 2015

M. A. Lapuyade

Animaux de boucherie - Porcins, n° 6/11, juin 2015

C. Pendariès,

Aviculture, n° 7/11, juillet 2015

C. Pendariès

Carotte, n° 1/6, juin 2015

P. Arnoux

Cerise, n° 3/3, juillet 2015

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Chicorée, n° 1/5, juin 2015

P. Arnoux

Climatologie, n° 7/12, juillet 2015

J. Gabrysiak

Commerce extérieur agroalimentaire, n° 7/12, juillet 2015

G. Wemelbeke

Concombre, n° 3/5, juillet 2015

P. Arnoux

Courgette, n° 2/4, juillet 2015

P. Arnoux

Coûts de production, n° 7/10, juillet 2015

H. Bouhalli, B. Edan

Endive, n° 5/5, juin 2015

P. Arnoux

Fraise, n° 4/4, juillet 2015

P. Arnoux

Grandes cultures et fourrages, n° 5/10 juillet 2015

O. Satger

Lait, n° 7/12, juillet 2015

S. Cazeneuve

Laitue, n° 1/6, juin 2015

P. Arnoux

Melon, n° 2/5, juillet 2015

P. Arnoux

Pêche, n° 3/5 juillet 2015

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Poireau, n° 1/5, juin 2015

P. Arnoux

Poire, n° 1/4, juillet 2015

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Pomme, n° 2/6, juillet 2015

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Prairies, n° 3/7, juin 2015

L. Grassart

Prix agricoles et alimentaires, n° 7/10, juillet 2015

A. Delort

Stocks pommes-poires, n° 9/10, juin 2015

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Tomate, n° 2/6, juillet 2015

P. Arnoux

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

PRODUCTIONS ANIMALES - Aviculture

Synthèses juillet n° 2015/272

[Retour éditorial](#)

Après une année 2013 en léger repli, la production de foie gras s'est accrue en 2014

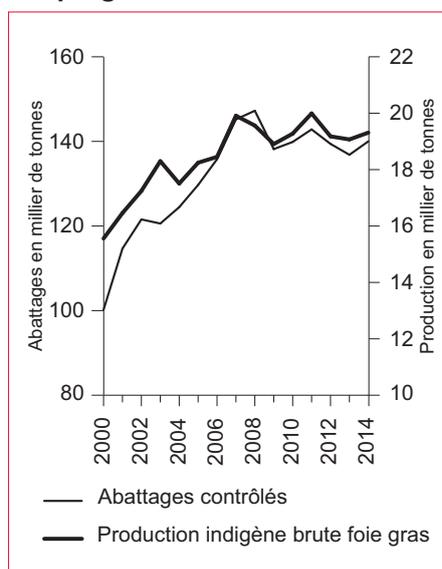
En 2014, la production française de foie gras de canard et d'oie a augmenté de 1,3 % par rapport à 2013. La consommation française, mesurée par bilan, est en légère baisse. Toutefois, les achats effectués par les ménages, pour leur consommation à domicile, ont augmenté de 3 % en volume et de 4 % en valeur, sur la même période. Les exportations de foie gras, cru et transformé, ont progressé également, en volume et en valeur. Si l'Union européenne reste la destination privilégiée pour le foie gras français, les ventes aux pays tiers se sont accrues en 2014, notamment en Asie. Les importations ont augmenté en volume mais ont reculé en valeur, le prix moyen d'achat ayant baissé depuis 2013. L'excédent commercial est l'un des plus élevés enregistrés au cours des quinze dernières années. En 2015, de nouveaux marchés s'ouvrent en Asie et aux États-Unis.

En 2014, la production française de foie gras de canard et d'oie a légèrement augmenté

En 2014, selon l'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins, les abattages de volailles grasses ont progressé de 3,2 % en têtes et de 2,3 % en tonnes par rapport à 2013. Leur poids moyen a diminué de près de 1 % par rapport à 2013. Sur la période 2000-2014, il s'est réduit de 9 %. En 2014, la production française de foie gras de canard et d'oie a atteint 19 300 tonnes, en hausse de 1,3 % par rapport à 2013.

La production française reste localisée dans le Grand-Ouest du pays. Les régions Aquitaine, Midi-Pyrénées, Pays de la Loire, Poitou-Charentes et Bretagne produisent près de 97 % du total.

En 2014, les abattages de volailles grasses et la production de foie gras ont progressé



Source : Agreste

En 2014, la production mondiale de foie gras de canard et d'oie s'est établie à 26 600 tonnes environ, en progression de 600 tonnes depuis 2013, selon l'Institut de l'aviculture (Itavi) et les estimations des différents pays producteurs. La production européenne reste très largement majoritaire avec près de 25 000 tonnes. La France, demeure le premier pays producteur mondial, suivie de la Bulgarie avec environ 2 600 tonnes en 2014, puis de la Hongrie (2 500 tonnes environ) et de l'Espagne (un peu plus de 400 tonnes).

La consommation française de foie gras calculée par bilan est en léger repli en 2014, mais les achats des ménages ont progressé

La consommation française de foie gras de canard et d'oie calculée par

bilan (production indigène + importations – exportations – variation des stocks) est en repli constant depuis 2010, année record avec près de 19 600 tonnes. En 2014, elle a de nouveau reculé (- 0,5 % par rapport à 2013) pour atteindre 18 220 tonnes. Rapportée au nombre d'habitants, la consommation française calculée par bilan a affiché un recul plus marqué. En 2014, la consommation moyenne par habitant s'est établie à 276 grammes, en recul de 1 % par rapport à 2013 et de 9 % par rapport à son niveau le plus haut atteint en 2010, à plus de 300 grammes par habitant et par an.

Toutefois, les achats de foie gras effectués par les ménages pour leur consommation à domicile ont progressé en 2014 de 3,1 % en volume et 4,2 % en valeur par rapport à 2013, selon les mesures effectuées par Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer.

À partir de l'année 2009, l'interprofession (Cifog) a mis en place une politique commerciale cherchant à étendre la période de consommation en dehors des fêtes de fin d'année en incitant les distributeurs à une mise en rayon plus précoce des foies gras. Dans ce but,

elle a multiplié les campagnes de communication autour de la fête de la Saint-Martin qui marque traditionnellement le retour du foie gras sur les marchés vers le 11 novembre.

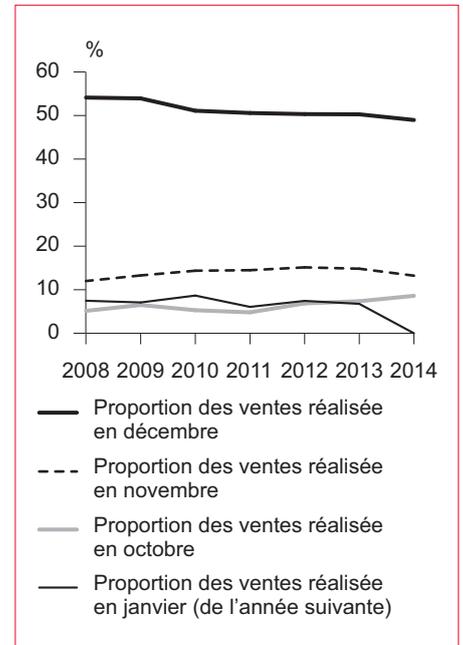
Depuis 2009, quatre foies gras sur cinq consommés par les ménages pour leur consommation à domicile sont ainsi achetés au cours de la période allant d'octobre à janvier. Toutefois, la saisonnalité des achats s'est légèrement modifiée sur la période.

Au cours des années qui ont suivi la mise en place de cette politique commerciale, les achats de foie gras par les ménages se sont accrus pendant le mois de novembre. La part de ce mois dans l'ensemble des ventes de l'année a ainsi augmenté jusqu'en 2012, gagnant 1,8 point de part supplémentaire. Toutefois, cette hausse s'est faite au détriment du mois de décembre qui a perdu 3,6 points sur la même période.

Depuis 2012, la progression de la part des achats réalisée au mois de novembre marque le pas et retrouve, en 2014, son niveau de 2009. L'étalement des ventes souhaité par l'interprofession s'est plutôt étendu au mois d'oc-

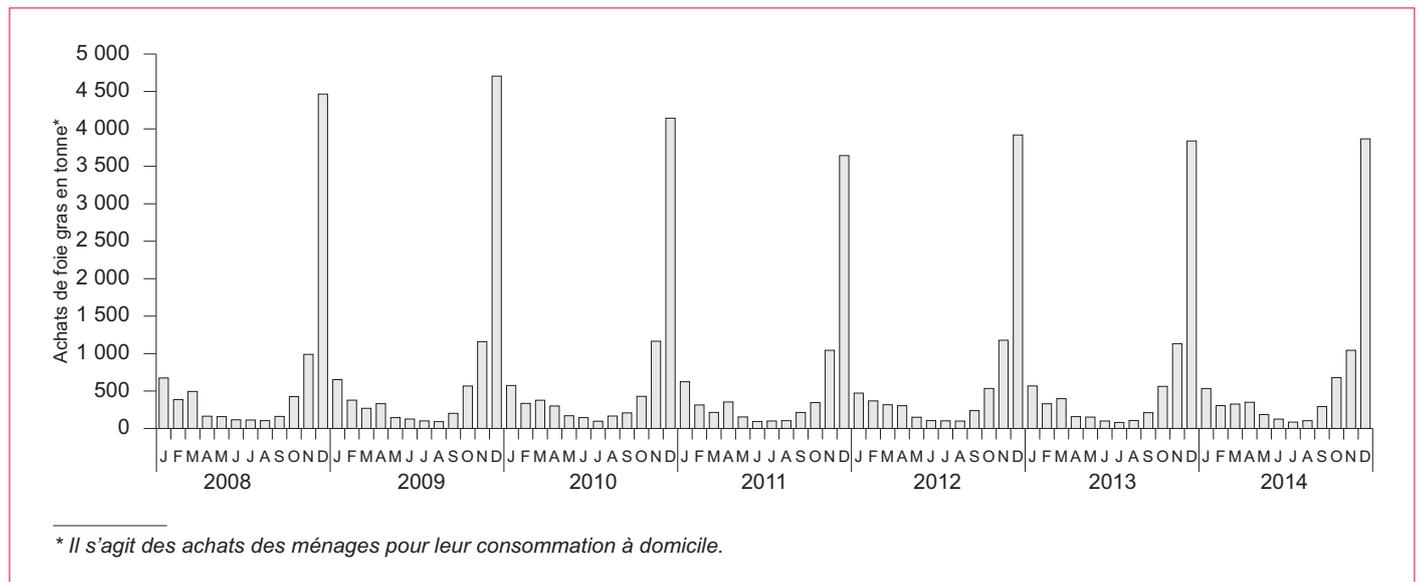
tobre qui gagne 1,7 point de part dans l'ensemble des achats en 2014 par rapport à 2012, sachant que les distributeurs proposent désormais le foie gras dans leurs rayons dès ce mois.

En 2014, les achats de foie gras par les ménages, pour leur consommation à domicile, ont progressé au mois d'octobre



Source : Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer

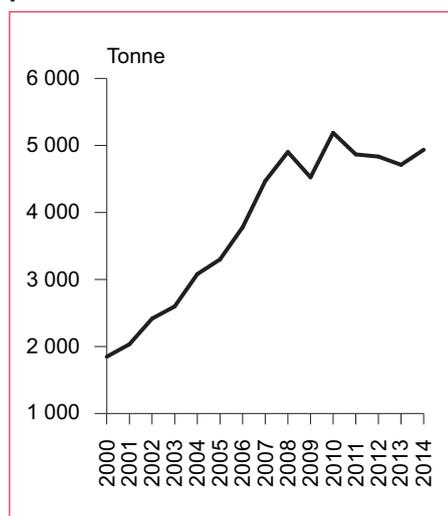
La période des fêtes reste le moment privilégié pour les achats de foie gras par les ménages pour leur consommation à domicile



* Il s'agit des achats des ménages pour leur consommation à domicile.

Source : Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer

Les exportations françaises de foie gras de l'année 2014 ont atteint un niveau en volume, proche du record de 2010



Source : DGDDI (Douanes)

Un excédent commercial parmi les plus élevés des quinze dernières années

Entre 2000 et 2008, les exportations françaises de foie gras d'oie et de canard, cru et transformé, ont régulièrement progressé en volume. Après une baisse en 2009, suivie d'un rebond en 2010, elles se sont ensuite quasiment stabilisées entre 2011 et 2013. En 2014, les exportations sont reparties à la hausse : près de 5 % en volume et 3 % en valeur sur un an. Les tonnages exportés en 2014 (4 940 tonnes) sont proches du niveau record enregistré en 2010 sur la période 2000-2014 (5 190 tonnes).

En 2014, les exportations de foie gras ont augmenté par rapport à 2013, quel que soit le conditionnement. En volume, la plus forte progression concerne les exportations de foie gras cru de canard vers l'Union européenne (+ 12 %), suivie par les exportations de foies gras transformés vers les pays tiers (+ 10 %).

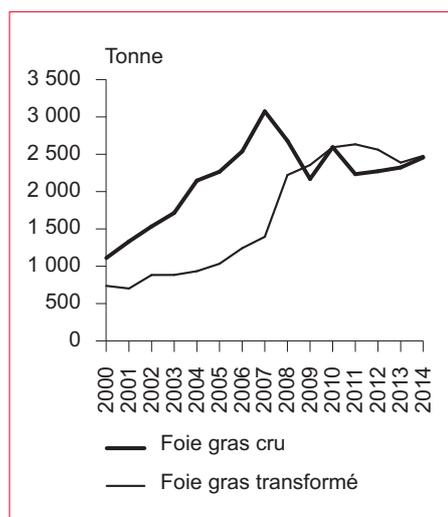
En 2014, les importations ont également augmenté, mais en volume seulement : + 4,3 % pour 4 040 tonnes, soit un kg de foie gras importé pour cinq kg produit en France. En valeur, elles se sont réduites de 3 %, à la faveur d'un coût réduit.

En conséquence, l'excédent commercial français du foie gras s'est établi, en 2014, à 56,5 millions d'euros, parmi les plus élevés depuis l'an 2000 et en progression de 8 % par rapport à 2013. La situation a toutefois été contrastée selon la nature du produit : le solde est positif pour le foie gras transformé et le foie gras cru de canard (respectivement 47,7 et 13 millions d'euros), alors qu'il est négatif pour les foies gras crus d'oies : - 4,2 millions d'euros.

L'Union européenne reste la principale destination pour le foie gras français, même si les envois vers les pays tiers progressent

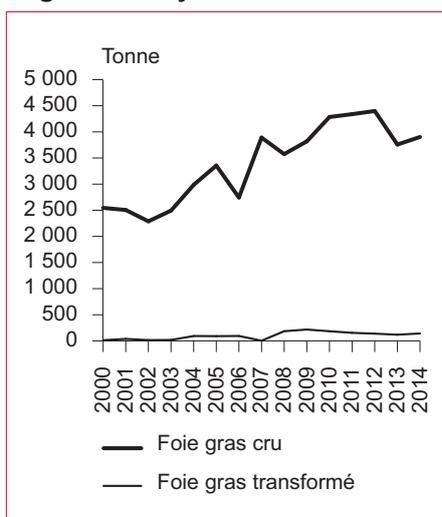
Au sein de l'Union européenne, le principal client de la France demeure l'Espagne avec près de 1 500 tonnes. Ce pays a accru ses achats de foie gras français de près de 40 tonnes en 2014, soit + 2,7 % par rapport à une année 2013 marquée par une forte

En 2014, la France exporte autant de foie gras cru que de foie gras transformé



Source : DGDDI (Douanes)

Les importations françaises de foie gras cru sont très largement majoritaires



Source : DGDDI (Douanes)

Les exportations de foie gras, cru ou transformé, ont progressé en 2014

Exportations (tonne)	Foie gras cru d'oie			Foie gras cru de canard			Foie gras transformé non détaillé		
	Total	Vers l'UE	Vers les pays tiers	Total	Vers l'UE	Vers les pays tiers	Total	Vers l'UE	Vers les pays tiers
2013	222	128	94	2 101	956	1 145	2 388	1 949	439
2014	227	124	103	2 230	1 071	1 159	2 479	1 996	483
Évolution 2014/2013	5 2,3 %	- 4 - 3,0 %	9 9,5 %	129 6,1 %	115 12,0 %	14 1,2 %	91 3,8 %	47 2,4 %	44 9,9 %

Source : DGDDI (Douanes)

baisse des importations. La Belgique, 2^e client européen de la France, a dépassé, en 2014, les 900 tonnes importées, avec 120 tonnes de plus, soit une progression de 15 %. Les importations allemandes et britanniques sont restées stables depuis 2013, avec un peu moins de 200 tonnes importées en 2014.

Parmi les pays tiers, le premier marché de la France à l'exportation est toujours le Japon avec 600 tonnes exportées vers ce pays en 2014, en progression de près de 3 % sur un an. La Suisse arrive ensuite, avec un total de 330 tonnes malgré un repli de 2,6 %. Hong Kong se place en 3^e position en 2014, à la faveur d'une forte augmentation en 2014 (+ 40 % rapport à 2013), pour atteindre quasiment 200 tonnes.

Parmi les nouveaux clients apparus au cours des dernières années, notamment en Asie, Singapour a stabilisé ses achats (80 tonnes environ) alors que la Thaïlande les augmentait de près de 16 % sur un an (90 tonnes). D'autres pays ou régions ont développé leurs achats de foie gras français en 2014, sur des volumes toutefois plus réduits. Le Viet Nam a ainsi quadruplé ses importations depuis 2013 pour s'établir à 24 tonnes tandis que la Corée du Sud les triplait (près de 18 tonnes en 2014). Les ventes à destination de l'Océanie ont, quant à elles, progressé de 13 % pour atteindre 28 tonnes.

Les importations françaises de foie gras proviennent à plus de 90 % de Bulgarie et de Hongrie

En 2014, les importations françaises de foie gras, canard et oie, ont pro-

gressé de 4,3 % en volume, mais se sont réduites de près de 3 % en valeur, à la faveur d'un prix moyen d'achat en baisse.

La Bulgarie et la Hongrie demeurent les principaux fournisseurs de foie gras avec plus de neuf foies gras sur dix importés de ces deux pays. La France achète essentiellement du foie gras cru de canard à la Bulgarie, 2 530 tonnes, soit près de 80 % du total importé par la France, en progression de 4 % par rapport à 2013. En valeur, ces importations en provenance de Bulgarie représentent 30,3 millions d'euros, en repli de 3 % sur un an. La quasi-totalité du foie gras produit par la Bulgarie est destinée à l'exportation vers la France.

Pour ses importations de foie gras cru d'oie, la France privilégie la Hongrie : 610 tonnes sur les 650 achetées par la France en 2014. Ces volumes restent pratiquement stables depuis 2013. La France importe également du foie gras cru de canard : près de 500 tonnes en 2014, en progression de 6 % par rapport à 2013. En valeur, les importations françaises totales de foie gras en provenance de Hongrie, d'un montant de 5,4 millions d'euros, reculent de 6 % sur un an.

Les importations françaises de foie gras transformé sont très minoritaires : à peine 4 % du volume total importé.

De janvier à avril 2015, les abattages de canard gras sont stables

Au cours des quatre premiers mois, les abattages de canards gras sont quasiment stables en têtes et en légère progression (+ 0,4 %) en tonnes, sur un an.

Sur la même période, les exportations de foie gras augmentent de près de 3 % en volume et en valeur. La progression est particulièrement importante à destination des pays tiers (+ 11 %). À l'inverse, les importations sont en repli au cours de la période (- 13 % en volume et 17 % en valeur). La situation du commerce extérieur de foie gras en ce début d'année est toutefois à relativiser par le fait que les exportations réalisées au cours des quatre premiers mois de 2014 ne représentent que 22 % du total annuel et les importations 29 %.

En 2015, avec l'ouverture du marché taïwanais, effective depuis la fin 2014, de nouveaux débouchés s'offrent au marché français du foie gras. Sur les quatre premiers mois de 2015, 11 tonnes ont été exportées vers ce pays contre 2 tonnes pour la même période de 2014. Les exportations devraient également reprendre vers la Californie, à la suite de l'autorisation donnée aux restaurateurs de l'inscrire de nouveau à leur menu. Pour mémoire, les ventes vers les États-Unis qui dépassaient les 1 000 tonnes de foie gras en 2 009 sont tombées à 60 tonnes en 2010 et sont restées très limitées les années suivantes.

2015 sera également l'année de l'achèvement de la mise aux normes des ateliers, par l'installation de cages collectives pour l'engraissement des volailles grasses, afin de respecter la convention européenne sur la protection des animaux d'élevage. Prévues initialement pour 2010, cette mise aux normes a été reportée une première fois en 2015, afin d'accorder un délai supplémentaire aux études techniques et devrait, au final, être effective au 1^{er} janvier 2016.

Sources, définitions et méthodes

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles en têtes et en tonnes-équivalent-carcasse (Gallus, dindes, canards, pintades, etc.)
- L'enquête auprès des sélectionneurs et accoueurs pour les éclosions de poussins
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- L'enquête Adepale (Association Des Entreprises de Produits ALimentaires Élaborés) réalisée par délégation du SSP, collecte des données relatives (en volume et en valeur) aux fabrications françaises commercialisées.
- Les **achats de consommation** observés par **Kantar Worldpanel** pour FranceAgriMer reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs et concernent uniquement les achats effectués pour leur consommation à domicile. La consommation hors foyer n'est pas couverte. Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population.
- La **consommation calculée par bilan** reprend l'ensemble des utilisations de foie gras pour l'alimentation humaine sur le territoire national (métropole + Dom). La consommation par bilan prend en compte par construction toutes les quantités de foie gras consommées en France, vendues en l'état aux ménages, vendues aux fabricants de plats préparés, ou à la restauration. Elle est calculée à partir de la production, augmentée des importations de foie gras, diminuée des exportations et des variations de stocks. Les stocks privés ne sont peut être pas appréhendés dans leur intégralité. Cette imprécision peut jouer sur le calcul de la consommation.

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Séries mensuelles (bulletin) - Aviculture » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne - Disar - Élevage - Conjoncture avicole » pour des données complémentaires

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En avril, les abattages de volailles sont en hausse », Infos rapides - Aviculture n° 6/11, juin 2015
- « En 2013, léger repli de la production de foie gras dans un contexte morose », Synthèses Aviculture n° 2014/244, juillet 2014
- « En 2013, la consommation française de volailles est au plus haut, dynamisée par le poulet », Synthèses Aviculture n° 2014/234, mars 2014

Retour éditorial

Au 1^{er} trimestre 2015, l'activité des IAA a progressé par rapport au 1^{er} trimestre 2014

Au 1^{er} trimestre 2015, la production des industries alimentaires et boissons (IAA) a augmenté par rapport au 1^{er} trimestre 2014, prolongeant la reprise amorcée en 2014. La production des industries alimentaires est repartie à la hausse sur un an, après un léger repli fin 2014. La production des viandes et produits à base de viandes ainsi que la production des boissons ont fortement contribué à cette croissance. En revanche, la production des produits laitiers et des « autres produits alimentaires » a reculé, pesant sur l'évolution totale des IAA. Au 1^{er} trimestre 2015, l'excédent commercial des IAA s'est maintenu quasiment au niveau du 1^{er} trimestre 2014. L'amélioration de l'excédent des boissons a presque compensé la dégradation des excédents commerciaux des produits laitiers et des « autres produits alimentaires ». Au 1^{er} trimestre 2015, le chiffre d'affaires a été stable par rapport au 1^{er} trimestre 2014, la stabilité des prix limitant son évolution. Les IAA ont gagné des emplois entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015.

La production des IAA a progressé au 1^{er} trimestre 2015

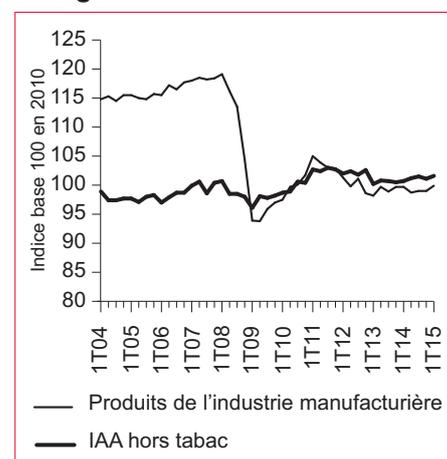
Au 1^{er} trimestre 2015, la production en volume des industries alimentaires et boissons (IAA) a légèrement progressé par rapport au 1^{er} trimestre 2014 (+ 1,2 %), dans le sillage de la reprise enregistrée en 2014 (+ 0,8 %). Les industries alimentaires comme les boissons ont contribué à cette hausse.

Entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015, la production des industries alimentaires a augmenté de 1,1 %, après une quasi-stabilité au dernier trimestre 2014 par rapport au 4^e trimestre 2013. La plupart des produits alimen-

taires ont contribué à cette hausse et plus particulièrement la production des *viandes et produits à base de viandes*, représentant 31 % des industries alimentaires. Seule la production des *produits laitiers* et des « autres produits alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, plats préparés, etc.) a reculé. La production des *boissons* a, elle, poursuivi sa croissance mais de manière moins vive que fin 2014 (+ 1,5 % entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015 contre + 3 % entre les 4^{es} trimestres 2013 et 2014). Elle a été marquée par un recul de la production de *bière*.

Avec 10,2 milliards d'euros d'exportations et 8,5 milliards d'importations,

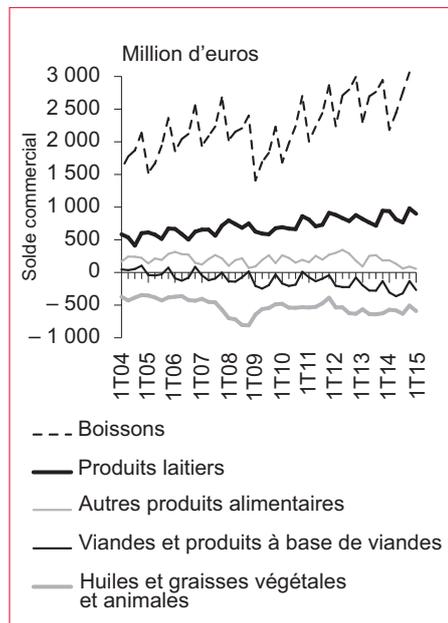
Au 1^{er} trimestre 2015, la production des IAA a été en légère hausse sur un an



Sources : Insee et Agreste - Indice de la production industrielle (Ipi) CVS et CJO

l'excédent commercial des IAA, en valeur, a été quasiment stable entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015, après

L'excédent commercial des « autres produits alimentaires » a été en retrait au 1^{er} trimestre 2015



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

s'être réduit entre 2013 et 2014 (-7 %). Entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015, les exportations se sont accrues de 1 % et ont été presque compensées par l'augmentation des importations (+1 %). L'excédent commercial en boissons a, quant à lui, poursuivi sa progression entamée fin 2014 (+9 % entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015).

Le recul des prix des produits des industries alimentaires a compensé la hausse des prix des boissons

Au 1^{er} trimestre 2015, le chiffre d'affaires des IAA a été stable par rapport au 1^{er} trimestre 2014. Les prix des IAA se sont maintenus au même niveau qu'au 1^{er} trimestre 2014, atténuant la hausse de la production. Cette stabilité s'explique par le repli des prix des produits alimentaires, et plus particulièrement par celui des cours des céréales et des oléagineux, les prix des boissons ayant progressé sur la période.

La consommation des ménages a augmenté au 1^{er} trimestre 2015

La consommation des produits des IAA s'est accrue entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015. D'après les résultats des comptes trimestriels de l'Insee pour le 1^{er} trimestre 2015, les volumes de produits alimentaires, boissons et tabac consommés par les ménages ont augmenté. Pour les produits bruts de l'agriculture et de la pêche – fruits et légumes, poissons frais, etc. – la consommation du 1^{er} trimestre 2015 s'est située légèrement au-dessous de celle du 1^{er} trimestre 2014, après avoir progressé entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014.

L'excédent commercial des boissons a progressé

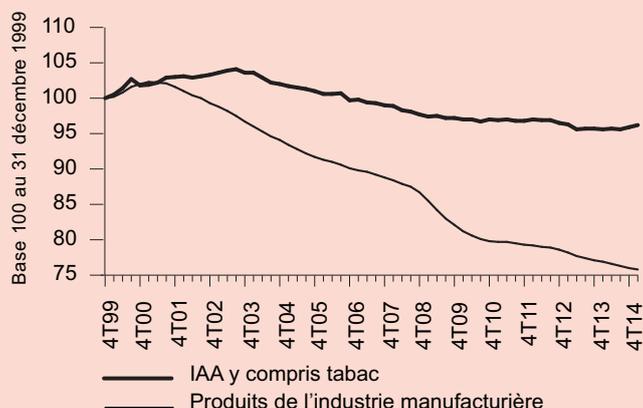
La production des *boissons*, hors vins, a continué de croître (+1,5 % entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015), contribuant fortement à la hausse de la production totale des IAA. La croissance de la production de *boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux en bouteille* s'est poursuivie (+9 %), entretenue par le climat doux de l'hiver, propice à la consommation de ce type de boissons. La production de *bière* a, quant à elle, diminué de 3 %.

Le nombre de salariés dans les IAA s'est légèrement accru au 1^{er} trimestre 2015

Les IAA au sens large (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie), emploient 548 100 salariés au 1^{er} trimestre 2015, soit une hausse de 0,7 % par rapport au 1^{er} trimestre 2014. Dans

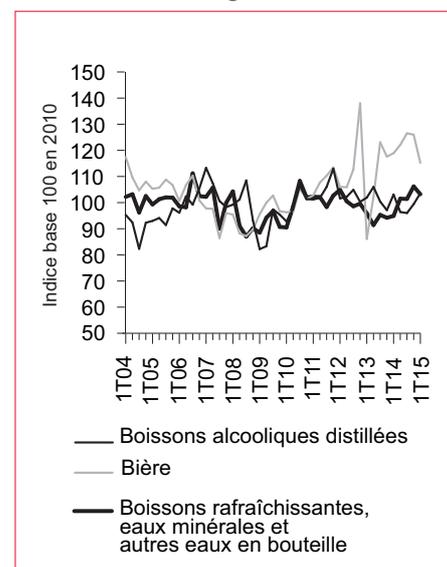
l'ensemble de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié a diminué de 1,4 % sur un an, soit 39 200 emplois de moins. Fin mars 2015, l'industrie manufacturière employait 2,8 millions de salariés.

L'emploi salarié dans les IAA a progressé au 1^{er} trimestre 2015



Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre (y compris artisanat commercial)

Au 1^{er} trimestre 2015, la production des boissons rafraîchissantes, eaux minérales et autres eaux en bouteille a augmenté



Source : Insee - Indice de production industriel (Ipi) CVS-CJO

Ce recul intervient après une année 2014 marquée par une forte reprise (+ 16 % par rapport à 2013), la hausse des droits d'accises au 1^{er} janvier 2013 ayant entraîné une chute des fabrications cette même année. Les autres postes contributeurs ont évolué de façon contrastée. La production des champagne et mousseux a augmenté tandis que celle des boissons alcooliques distillées demeurait stable. Entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015, le prix des boissons a progressé de 1,2 % ainsi que la production, tirant le chiffre d'affaires à la hausse (+ 2 %).

Au 1^{er} trimestre 2015, l'excédent commercial des boissons a accéléré sa hausse entamée fin 2014 (+ 9 % par rapport au 1^{er} trimestre 2014), sous l'effet de la forte croissance des exportations et du repli des importations. Les exportations de *boissons alcooliques distillées* et de *vins* ont tiré cette croissance, particulièrement à destination de la Chine et des États-Unis (respectivement + 8 % et + 4 % entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015). Les exportations vers ces destinations s'étaient réduites en 2014, après des ventes importantes de vins entre 2010 et 2012. Celles de *champagne et mousseux* ont encore progressé entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015, aussi bien vers l'Union européenne que vers les pays tiers (respectivement + 4 % et + 17 %).

La croissance de la production des viandes et produits à base de viandes a tiré la production des IAA à la hausse

La production des *viandes et produits à base de viandes*, représentant 31 % des industries alimentaires, a accentué sa hausse amorcée fin 2014 (+ 2,9 % entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015). Cette croissance s'explique par la hausse de la production des *viandes de boucherie et produits d'abattage* et des *viandes de volailles* (+ 4 % chacune). En effet, entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015, les abattements de poulets, porcins et bovins se sont accrus dans un contexte de baisse des cours. Seule la production de *produits à base de viandes* a stagné (- 0,3 %). Sur la même période, le chiffre d'affaires des *viandes et produits à*

base de viandes a légèrement progressé (+ 0,9 %), malgré la baisse des prix (- 3,3 %).

Le déficit commercial des *viandes et produits à base de viandes* s'est réduit entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015. Les exportations ont été stables sur cette période. Elles avaient diminué début 2014, dans le sillage de la baisse des exportations de *viandes de volailles*, liée à la suppression des restitutions à l'exportation intervenue en juillet 2013. Les importations se sont, quant à elle, encore rétractées.

D'après le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, les volumes de viande de boucherie achetés par les ménages pour la consommation à domicile ont été inférieurs au 1^{er} trimestre 2015 à ceux du 1^{er} trimestre 2014. Les achats de viandes de volailles, notamment de dindes, se sont réduits après s'être stabilisés fin 2014.

Le chiffre d'affaires des produits à base de fruits et légumes a progressé au 1^{er} trimestre 2015

Au 1^{er} trimestre 2015, la production des *produits à base de fruits et légumes* s'est accrue par rapport au 1^{er} trimestre 2014 (+ 1,9 %). Cette hausse a été marquée par la reprise de la production des *préparations et conserves*

de légumes, qui représente plus de la moitié du poste (+ 6 % entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015 contre - 10 % entre les 1^{ers} trimestres 2013 et 2014). Durant l'hiver 2013-2014, les volumes de choux-fleurs transformés s'étaient situés 30 % au-dessous de ceux de l'hiver 2012-2013. Il faut toutefois souligner que l'essentiel de la production de légumes transformés a lieu entre les mois de juin et d'octobre et que la production du premier trimestre est peu significative et correspond surtout à la surgélation de choux-fleurs et de brocolis.

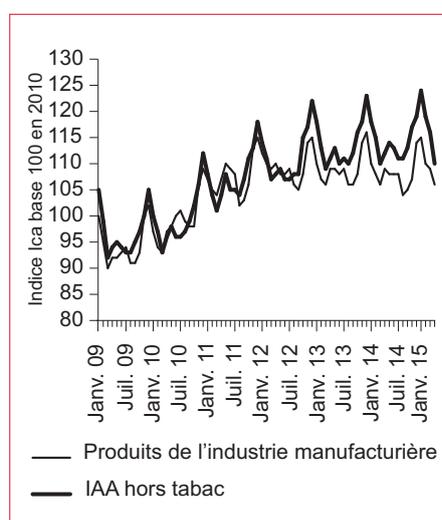
Le chiffre d'affaires a augmenté malgré le léger fléchissement des prix. Le déficit commercial des *produits à base de fruits et légumes* s'est maintenu au même niveau entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015, les exportations et les importations ayant été stables.

La production et le chiffre d'affaires des produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires a augmenté

La production des *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* a augmenté de près de 6 % entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015, dans le prolongement des hausses de l'année 2014. C'est la production de *biscuits, biscottes, pâtisseries de conservation* qui a le plus contribué à la croissance de ce poste (+ 8 %) tandis que celle des *pâtes alimentaires* a été stable. Le chiffre d'affaires a poursuivi sa progression (+ 2,4 %), l'augmentation de la production ayant largement compensé le léger repli des prix (- 0,9 %). Les prix ont été tirés à la baisse par ceux du *pain, des pâtisseries et viennoiseries fraîches*.

Au 1^{er} trimestre 2015, le déficit commercial s'est encore dégradé par rapport au 1^{er} trimestre 2014. En effet, les importations ont progressé à un rythme plus soutenu (+ 7 %) que les exportations (+ 4 %). C'est essentiellement dû à la forte hausse des prix du blé dur qui s'est répercutée sur les prix des *pâtes alimentaires*. Ainsi, les importations de *pâtes alimentaires* ont progressé en valeur (+ 11 %) alors qu'elles reculaient en volume (- 6 %).

Le chiffre d'affaires des IAA a été stable au 1^{er} trimestre 2015



Source : Insee - Moyenne mobile sur trois mois de l'indice brut du chiffre d'affaires, marché intérieur et exports

Les prix des produits du travail des grains et produits amylacés, huiles et graisses végétales et animales et des aliments pour animaux ont poursuivi leur repli

Dans le sillage de la baisse des cours des céréales et des oléagineux, les prix des produits du travail des grains et produits amylacés, huiles et graisses végétales et animales et des aliments pour animaux se sont repliés au 1^{er} trimestre 2015, prolongeant les baisses de 2014 et entraînant la baisse de leurs chiffres d'affaires.

La production des produits du travail des grains et produits amylacés et des huiles et graisses végétales et animales a continué de croître entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015. Les premiers, ont été tirés à la hausse par la forte croissance (+ 40 %) de la production des céréales transformées (fabrication de céréales soufflées, grillées ou autrement transformées). Les seconds ont été portés aussi bien par la production d'huiles raffinées (+ 6 %) que par celle des huiles brutes (+ 8 %). La récolte française de colza en hausse lors de la campagne 2014/2015 a permis de maintenir le niveau de l'activité de trituration et donc la production d'huiles.

Entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015, le déficit commercial des huiles et

graisses végétales et animales s'est détérioré tandis que l'excédent commercial des produits du travail des grains et produits amylacés diminuait, sous l'effet d'une réduction des exportations et d'un accroissement des importations.

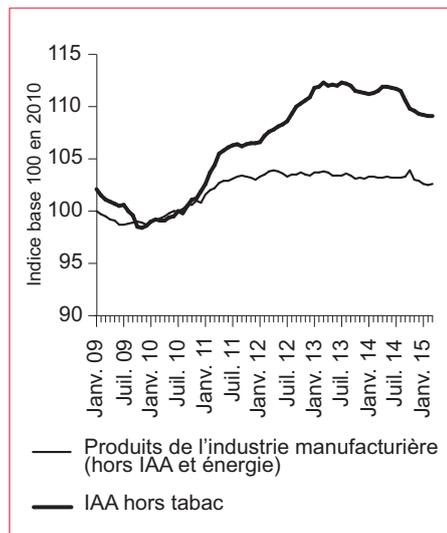
La production des aliments pour animaux a été stable au 1^{er} trimestre 2015

Au 1^{er} trimestre 2015, la production des aliments pour animaux s'est maintenue, quant à elle, au niveau du 1^{er} trimestre 2014. En effet, la production des aliments pour animaux de ferme, représentant la presque totalité du poste, a été quasiment stable, la baisse de la production d'aliments pour vaches laitières et autres bovins ayant été compensée par la hausse de la production à destination des volailles. La fabrication d'aliments composés

pour vaches laitières a fortement diminué en lien avec le recul de la collecte laitière. La baisse a été du même ordre pour les autres bovins. Malgré une production bovine en hausse au 1^{er} trimestre, la demande en aliments composés des éleveurs a été moindre, les stocks de la très bonne récolte fourragère de l'été 2014 ayant permis de combler le retard de la mise à l'herbe dû à l'hiver froid et sec. Enfin, la production d'aliments composés à destination des volailles, notamment des poulets de chair, a progressé dans un contexte de reprise des abattages.

L'excédent commercial des aliments pour animaux s'est amélioré (+ 5 % entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015), la hausse des exportations ayant été supérieure à celles des importations. Les ventes d'aliments pour animaux de ferme ont progressé (+ 12 % en valeur et en volume) ainsi que celles

Les prix des IAA ont été stables au 1^{er} trimestre 2015



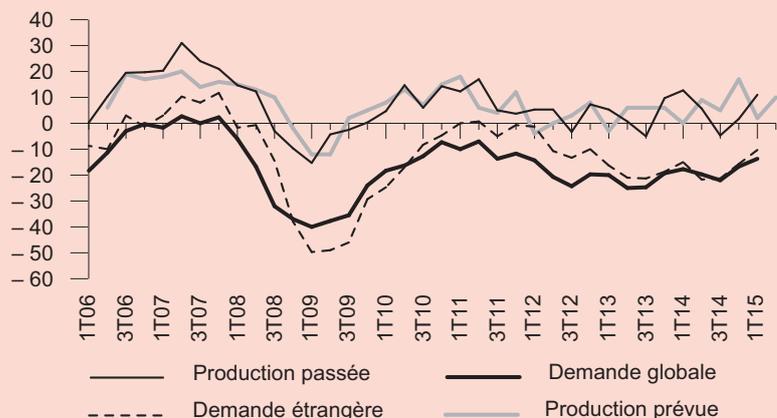
Source : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français, prix de marché (hors TVA, y compris impôts sur leurs produits, hors subventions)

Perspectives de production

Au 1^{er} trimestre 2015, selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee, l'activité des IAA a augmenté. Les carnets de commande, qu'ils émanent de France ou de l'étranger, se

regarnissent légèrement et les perspectives personnelles de production du 2^e trimestre 2015 sont prévues à la hausse.

Une production attendue en hausse pour le 2^e trimestre 2015



Note du graphique : les indicateurs présentés correspondent à la différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande etc., selon l'indicateur) et négatives (baisse).

Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

d'aliments pour animaux d'agrément (+ 2,9 % en valeur et + 1 % en volume). Les importations d'aliments pour animaux d'agrément ont augmenté (+ 14 % en valeur et + 2 % en volume), sous l'effet de la hausse des prix.

La production des produits laitiers a reculé dans un contexte de baisse des prix

Entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015, la production des produits laitiers a prolongé son recul entamé fin 2014, limitant la hausse de la production totale des IAA. À partir du second semestre 2014, face au ralentissement de la demande mondiale et à une offre abondante, les prix des produits industriels se sont rétractés. Dans leur sillage, le prix du lait a baissé, suivi par la collecte laitière, à partir du dernier trimestre 2014. Au 1^{er} trimestre 2015, la production de laits secs et de fromages a reculé (- 3 % chacun). La production de beurre a, quant à elle, résisté (+ 2 %), grâce à une demande mexicaine soutenue et des expéditions états-uniennes qui s'effondrent. Confronté à une production et des prix en recul, le chiffre d'affaires des produits laitiers a nettement diminué entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015.

Après avoir atteint un niveau exceptionnellement haut au 1^{er} trimestre 2014, l'excédent commercial des produits laitiers a diminué au 1^{er} trimestre 2015 sous l'effet de la baisse des prix. Les exportations de fromages ont été stables alors que celles de lait en poudre écrémé et lait en poudre entier ont fortement diminué. Seules, les exportations de beurre se sont accrues (+ 17 %).

D'après le panel Nielsen, qui concerne les produits laitiers vendus en grande surface, la consommation à domicile en volume a progressé au 1^{er} trimestre 2015 par rapport au 1^{er} trimestre 2014. Les achats de produits ultra-frais, tels que les fromages frais et yaourts frais, ont progressé entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015. Sur la même période, ceux de beurre et de crème fraîche se sont réduits tandis que les achats de fromages de vache ont été stables.

L'excédent commercial des « autres produits alimentaires » s'est de nouveau réduit

La production des « autres produits alimentaires » a reculé entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015 (- 3,4 %),

limitant la hausse de la production totale des IAA. La production du café et thé transformés et du sucre s'est accrue mais n'a pu compenser la baisse des autres postes. La production de cacao, chocolat et produits de confiserie a diminué au même rythme qu'un an auparavant. Celle des autres produits alimentaires non classés ailleurs (soupe, ovoproduits, levures, extraits et jus de viandes et de poissons...) et des plats préparés a poursuivi son recul mais de manière moins vive qu'en 2014. La production des aliments adaptés à l'enfant et diététiques s'est, quant à elle, stabilisée.

L'excédent commercial des « autres produits alimentaires » s'est encore fortement rétracté entre les 1^{ers} trimestres 2014 et 2015. Cela tient notamment aux exportations de sucre vers l'UE, qui ont reculé de 19 % en valeur, sous l'effet de la baisse des prix, les volumes ayant été stables. Depuis le milieu de la campagne 2012/2013, les prix du sucre du quota diminuent, du fait notamment de la hausse des stocks européens. Les cours mondiaux du sucre suivent la même tendance.

Hausse de la production des IAA au 1^{er} trimestre 2015

	1 ^{er} trimestre 2015/1 ^{er} trimestre 2014 (%)					Solde (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	1 ^{er} trimestre 2015	1 ^{er} trimestre 2014
Produits des industries alimentaires	1,1	- 2,7	- 0,1	- 1,2	1,2	- 668	- 489
Viandes et produits à base de viandes	2,9	- 3,3	0,9	- 0,5	- 3,0	- 269	- 306
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	4,0	- 3,2	3,7	20,2	0,9	- 602	- 631
Produits à base de fruits et légumes	1,9	- 0,6	4,1	0,3	0,3	- 577	- 575
Huiles et graisses végétales et animales	7,3	- 2,6	- 5,0	- 1,5	1,9	- 591	- 571
Produits laitiers	- 2,5	- 1,8	- 3,5	- 6,3	- 8,6	899	939
Produits du travail des grains et produits amylacés	8,5	- 5,1	- 3,4	- 6,3	3,1	233	288
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	5,8	- 0,9	2,4	4,5	6,5	- 128	- 113
Autres produits alimentaires	- 3,4	- 3,7	1,5	- 0,4	7,0	57	186
Aliments pour animaux	0,1	- 4,8	- 3,1	6,4	8,0	311	296
Boissons*	1,5	1,2	2,0	5,8	- 3,1	2 370	2 182
IAA hors tabac	1,2	0,0	0,1	0,8	0,8	1 702	1 693

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champ, branche, secteur) et ne sont donc pas toujours directement comparables.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

	Année 2014/Année 2013 (%)					Solde (million d'euros)	
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2014	2013
Produits des industries alimentaires	0,1	- 1,6	0,7	- 0,1	0,8	- 2 664	- 2 381
Viandes et produits à base de viandes	- 0,3	- 1,8	0,0	- 6,2	- 1,1	- 1 122	- 884
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	- 5,4	0,5	- 0,3	- 9,5	0,5	- 2 807	- 2 709
Produits à base de fruits et légumes	0,8	0,7	3,4	1,8	2,1	- 2 352	- 2 298
Huiles et graisses végétales et animales	8,6	- 11,4	- 6,1	- 10,2	- 8,1	- 2 293	- 2 468
Produits laitiers	0,4	3,2	4,4	6,3	4,8	3 497	3 243
Produits du travail des grains et produits amylacés	0,3	- 8,7	- 4,6	- 5,5	- 2,3	1 122	1 242
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	2,5	- 0,2	1,6	0,2	0,2	- 398	- 397
Autres produits alimentaires	- 1,9	- 1,9	0,7	0,8	5,6	469	793
Aliments pour animaux	- 0,8	- 7,4	- 3,4	5,9	- 1,4	1 220	1 096
Boissons*	3,5	3,2	2,8	- 2,0	- 0,4	10 444	10 707
IAA hors tabac	0,6	- 0,8	0,9	- 0,7	0,7	7 780	8 326

Les diverses sources de ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champ, branche, secteur) et ne sont donc pas toujours directement comparables.

* Non compris : les vins pour la production et les fabrications de cidre et de vins de fruits pour le chiffre d'affaires.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

IAA 2012 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur

En 2012, les entreprises agroalimentaires au sens large – industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie – comptaient près de 85 000 entreprises et employaient 690 000 salariés en équivalent temps plein d'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises. Parmi elles, les industries agroalimentaires comptaient 15 800 entreprises et 426 000 salariés (hors artisanat commercial). Ces industries ont réalisé 44 % du chiffre d'affaires des entrepri-

ses agroalimentaires. La transformation de produits de l'élevage tient une place importante dans le secteur : 37 % du chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et 39 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait. Ces deux activités ont par ailleurs été à l'origine de 30 % de la valeur ajoutée et de 32 % des exportations directes. Les industries très exportatrices de boissons et les « autres industries alimentaires » (sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.) ont constitué les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Les chiffres clés des entreprises agroalimentaires en 2012

Secteurs d'activités (Naf rév. 2)	Nombres d'unités légalés	Effectifs salariés en équivalent temps plein	Effectifs salariés au 31 décembre	Chiffre d'affaires H.T.		Valeur ajoutée ¹ million d'euros
				Total million d'euros	dont à l'exportation %	
Ensemble des entreprises alimentaires	85 189	689 129	773 796	371 861	18,7	52 990
Industrie agroalimentaire	15 788	380 790	425 640	165 190	21,1	31 518
Industries alimentaires	12 671	339 689	374 740	138 552	19,3	24 339
Transf. & conserv. viande & prép. viande	2 604	103 538	111 623	33 839	11,4	5 235
Transf. & conserv. poissons, crust., etc.	317	11 056	11 990	3 516	10,6	607
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 235	22 435	23 315	7 681	18,2	1 543
Fab. huile et graisse végétale & animale	225	3 641	3 758	8 085	40,9	469
Fabrication de prod. laitiers	1 204	51 317	55 265	27 667	20,7	4 368
Travail des grains ; fab. prod. amylacés	488	13 440	14 406	7 412	44,6	1 345
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 813	45 162	55 940	10 624	14,4	2 602
Fabrication autres produits alimentaires	4 353	72 313	80 225	26 765	19,7	6 524
Fabrication d'aliments pour animaux	432	16 787	18 218	12 963	15,4	1 645
Fabrication de boissons	3 117	41 101	50 900	26 637	30,5	7 179
Commerce de gros de prod. agroalimentaires (hors tabac)	24 597	170 438	188 833	193 419	17,8	15 286
Artisanat commercial	44 804	137 901	159 323	13 252	0,6	6 186
Charcuterie	4 695	13 161	13 719	1 706	0,7	620
Cuisson de produits de boulangerie	3 131	7 197	8 887	783	0,1	315
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	31 833	101 113	115 152	9 421	0,4	4 580
Pâtisserie	5 145	16 430	21 565	1 342	1,8	672

1. Y compris autres produits et autres charges.

Champ : entreprises des industries agroalimentaires, de l'artisanat commercial et du commerce de gros agroalimentaires, hors tabac, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2012, traitement SSP

Sources, définitions et méthodes

- Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév.2, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y c. de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12).

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/cpf2008/cpf2008.htm>

Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.

Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables.

L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels.

Les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.

- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :
 - l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
 - l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

Les comparaisons sont effectuées, sauf précision contraire, en glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année précédente.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur

Les synthèses conjoncturelles IAA :

- « En 2014, le volume de la production des IAA a légèrement progressé », Synthèses n° 2015/266, avril 2015
- « Au 3^e trimestre 2014, le volume de la production des IAA a progressé légèrement par rapport au 3^e trimestre 2013 », Synthèses n° 2015/259, janvier 2015
- « Le volume de la production des IAA est en hausse entre les 2^{es} trimestres 2013 et 2014 », Synthèses n° 2014/247, octobre 2014
- « Au 1^{er} trimestre 2014, la production des IAA en hausse légère sur un an », Synthèses n° 2014/246, juillet 2014
- « En 2013, la production des IAA s'est repliée », Synthèses n° 2014/238, avril 2014
- « Au 3^e trimestre 2013, le repli de l'activité des IAA se poursuit, mais à un rythme plus modéré », Synthèses n° 2014/230, janvier 2014
- « Le recul de l'activité des IAA s'est tassé au 2^e trimestre 2013 », Synthèses n° 2013/220, octobre 2013
- « L'activité des IAA ralentit en 2012 », Synthèses n° 2013/209, avril 2013
- « Le poste « Autres produits alimentaires » : 16 % de la production agroalimentaire française », Synthèses n° 2011/168, décembre 2011
- « IAA : une activité soutenue sur fond de hausse des prix », Synthèses n° 2011/156, juillet 2011
- « Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale », Synthèses n° 2011/155, juillet 2011
- « Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », Synthèses n° 2010/136, décembre 2010

Les primeurs IAA :

- « Les entreprises agroalimentaires en 2011 », Agreste primeur n° 309, mars 2014
- « Une hausse plus modérée des ventes de produits agroalimentaires en 2012 », Agreste primeur n° 305, novembre 2013
- « Les exportations et les prix dopent les ventes » Agreste Primeur n° 287, septembre 2012
- « Viandes et boissons en tête », Agreste Primeur n° 267, octobre 2011

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
ASTREDHOR : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
CTIFL : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques

BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
Rica : réseau d'information comptable agricole
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 85 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédactrice en chef : Annie Delort
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2015

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr